

FACE AUX LECTEURS

Les colères de Valérie Pécresse

ÎLE-DE-FRANCE La présidente du conseil régional a répondu à nos lecteurs. En s'insurgeant contre la politique de la mairie de Paris en matière de transport ou de lutte antipollution.



A deux vitesses

Lorsque Valérie Pécresse répond à nos lecteurs, ses récriminations à l'égard d'Anne Hidalgo transpirent à quasiment chaque réponse. L'une est de droite, l'autre est de gauche, mais cela n'explique pas tout. La présidente du conseil régional d'Ile-de-France ne digère pas que la maire de Paris ait décidé, seule, depuis son côté du périphérique, de la piétonnisation des voies sur berge ou de la mise en place de la circulation alternée. Au-delà des querelles d'experts sur les conséquences de ces mesures pour les habitants de l'Ile-de-France, il est évident que de telles décisions doivent être collectives. Sauf si l'on veut une région à deux vitesses, ce qui, convenons-en, n'est pas très pratique pour avancer.

L'ÉDITO DE FRÉDÉRIC VÉZARD

@FVEZARD

VIDÉO

www.leparisien.fr

Valérie Pécresse répond à des questions d'élus

ENTRETIEN COORDONNÉ PAR
FRÉDÉRIC CHOULET,
FRÉDÉRIC MICHEL
ET BERTRAND SCHNEIDER
(AVEC PASCAL VILLEBEUF)
AVEC LA COLLABORATION
D'ELISABETH KASTLER-LE SCOUR
PHOTOS OLIVIER ARANDEL

ELLE EST ARRIVÉE ce vendredi 9 décembre, quatrième jour consécutif de circulation alternée, avec quelques minutes d'avance au « Parisien » à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis)... à quelques encablures du futur siège de la région. Et tout de suite, comme si elle avait pressenti que nous allions vérifier si sa voiture était munie d'une plaque d'immatriculation paire ou impaire, Valérie Pécresse (LR) nous prévient : « Vous voyez, nous sommes trois, on a fait du covoiturage, nous avons donc le droit de rouler ! »

La présidente du Stif (Syndicat des transports d'Ile-de-France) et du conseil régional d'Ile-de-France, intronisée il y a tout juste un an après dix-sept ans de règne socialiste, part aussitôt à la rencontre de nos lecteurs, impatients de la soumettre à la question. Transports, lycées, développement économique, actualité politique, les sujets abordés concernent au plus près les 12 millions de Franciliens.



Siège de notre journal, Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), le 9 décembre. Valérie Pécresse au milieu de six de nos lecteurs.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

« IL N'Y A PAS D'UN CÔTÉ LES PARISIENS, DE L'AUTRE LES BANLIEUSARDS »

Lors d'une rencontre avec nos lecteurs, la présidente de la région Ile-de-France évoque l'économie, la circulation et les transports franciliens et affirme qu'elle ira au bout de son mandat.

Les transports, l'environnement

FRANCK NITZEL Que pensez-vous de la fermeture des voies sur berge à Paris ? Avez-vous le pouvoir d'infléchir cette décision, qui pose de gros problèmes ?

VALÉRIE PÉCRESSÉ. Nous sommes dans un pic de pollution jamais atteint. L'Etat, les départements, les villes, la région, nous devons tous tirer dans le même sens pour diminuer la pollution. Mais le sujet, c'est la méthode. La mesure a été trop brutale. Les voies sur berge quai bas, ce sont 45 000 véhicules par jour. On ne peut pas fermer une telle voie du jour au lendemain. A partir du moment où on a des millions de personnes dans les transports en commun, qui ne vont pas bien, est-ce crédible de leur demander de lâcher la voiture ? Tous les Franciliens ont une égale dignité, il n'y a pas d'un côté les Parisiens, de l'autre les banlieusards. Il y a ceux qui ont le métro et ceux qui ne l'ont pas.

FRANCK NITZEL Anne Hidalgo doit-elle faire machine arrière ? Il faut savoir que c'est une décision

conjointe de l'Etat et de la ville, prise sur avis conforme du préfet. Si cette mesure se traduit par davantage de nuisances que de bénéfices, il faut la modifier. Les Franciliens sont vraiment en colère. Entendons-les !

JONATHAN MAGANO Pour les automobilistes, les transports sont gratuits en cas de circulation alternée. Les titulaires du passe Navigo, eux, ils paient...

Vous avez raison, il y a une vraie insatisfaction de ceux qui paient leur transport et qui disent : « C'est gratuit pour les autres et pas pour nous. » Cette gratuité doit permettre aux Franciliens de lâcher leurs voitures. Ce genre de mesure a un coût très élevé (NDLR : 4 M€ par jour). Si les pics se prolongent comme cela risque de se produire avec le changement climatique, il faut imaginer à la place de la gratuité un forfait pollution ou un tarif réduit les jours pollués.

STÉPHANIE LOISEL Où en est-on de la proposition de grands parkings relais autour de Paris ?

Il faut des parkings relais en bout de

lignes de métro pour que les Franciliens garent leur voiture et prennent le métro. Mais ça ne peut se faire qu'en concertation avec les maires. J'ai aussi proposé à la mairie de Paris d'en créer aux portes de la capitale. Pour l'instant, elle n'en veut pas. J'ai une fin de non-recevoir absolue. La fermeture des voies sur berge est une décision parisienne qui va améliorer le « paysage parisien », ce serait donc normal que Paris, département le plus riche de d'Ile-de-France, accepte des parkings sur son territoire...

« IL FAUT REDÉPLOYER LES MOYENS DE LA SNCF SUR LA RÉGÉNÉRATION DU RÉSEAU DE L'ÎLE-DE-FRANCE »

JONATHAN MAGANO Ponctualité, pannes à répétition : vu la qualité des transports, on a vraiment l'impression que les travaux de maintenance sur le réseau ferroviaire sont inutiles.

Il y a une vétusté énorme. La SNCF a fait pendant des années le choix des TGV au détriment du réseau francilien. Or, rien que sur nos RER et nos Transiliens, on a plus de passagers que sur tout le réseau des TER et des TGV ! Il faut absolument redéployer

les moyens de la SNCF sur la régénération du réseau de l'Ile-de-France. J'ai poussé un coup de gueule. L'Etat doit tenir ses engagements, être conscient de la gravité de la situation. De son côté, la région a acheté 700 nouvelles rames. En attendant, je ne peux pas promettre la lune : la rénovation des lignes, ça va être beaucoup de tracas pour les voyageurs pendant les dix prochaines années.

JACQUES DROUHIN La région peut-elle s'inspirer des initiatives locales, notamment pour les transports à la demande ?

Je crois beaucoup aux initiatives locales. Beaucoup de petites sociétés se sont lancées dans le covoiturage. On va mettre ces sociétés sur Vianavigo, le site du Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif) de façon à leur donner une visibilité.

FRANCK NITZEL Que fait la région pour aider les PME à s'équiper en véhicules électriques ?

On vient de mettre en place un fonds d'aide en remplacement des véhicules utilitaires les plus polluants, ceux d'avant 1997 : 3 000 € pour les véhicules utilitaires légers, 6 000 € pour les camionnettes et 9 000 € pour les poids lourds.

LES FRANCIENS SONT VRAIMENT EN COLÈRE. ENTENDONS-LES !

FACE AUX LECTEURS



Franck Nitzel
40 ans
Dirigeant de PME (94)



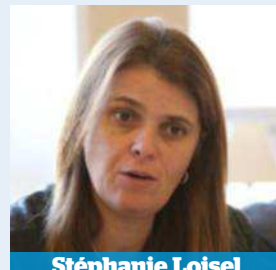
Frédéric Seitz
58 ans
Professeur de lettres (91)



Jonathan Magano
25 ans
Analyste logiciel (95)



Léo Leroy
27 ans
En recherche d'emploi (75)



Stéphanie Loisel
42 ans
Professeur d'EPS (94)



Jacques Drouhin
71 ans
Maire de Flagy (77)

Education,
santé, économie

FRÉDÉRIC SEITZ Rénover les lycées est devenu une urgence. Comment comptez-vous accélérer les choses ?

Nous avons près de 500 lycées publics en Ile-de-France. Un audit montre que 30 d'entre eux sont dans un état de vétusté absolue, et 300 nécessitent une rénovation. L'ampleur des travaux est colossale. Je vais déclencher un plan Orsec pour les lycées avec la possibilité de faire de gros travaux de rénovation mais aussi des travaux de maintenance d'urgence. Mais cela veut dire qu'il va falloir réaliser des économies ailleurs. Nous devons construire des établissements neufs pour accueillir 17 000 lycéens en plus dans les années qui viennent, les enfants du « baby-boom » des années 2000. Aujourd'hui, on met huit ans pour réaliser un nouveau lycée. Ce n'est pas acceptable.

LÉO LEROY Vous souhaitez mettre en place des tests salivaires pour lutter contre le cannabis au lycée.

C'est une mesure gadget ? Cette mesure fait partie d'un vaste plan de lutte contre le décrochage scolaire. Notre action antidrogue comprend des lycéens référents, un chargé de prévention, et, si le proviseur le souhaite, la possibilité de pratiquer sur une classe des tests de dépistage pour savoir combien d'élèves sont sous addiction au cannabis. C'est un instrument pour tirer le signal d'alarme. Tout est en place juridiquement... mais le préfet a demandé que les équipes éducatives ne le fassent pas ! On parle de lycées sans tabac et on passe sous silence le problème du cannabis. On est dans le déni. Permettez-moi de vous dire que je sais personnellement que ça existe, moi, j'en parle et je brise les tabous (NDLR : en septembre son fils de 18 ans a été interpellé en possession de cannabis).

ON PARLE DE LYCÉES SANS TABAC ET ON PASSE SOUS SILENCE LE PROBLÈME DU CANNABIS

JACQUES DROUHIN Comment inciter les employeurs à prendre des jeunes en alternance ?

La région a réformé les aides à l'apprentissage. On a dit qu'on allait donner les aides aux employeurs tout de suite, ce qui est plus incitatif. Il y a aussi des règles nationales à changer : si l'apprenti ne donne pas satisfaction, il faut qu'il y ait plus de souplesse pour s'en séparer.

« LE RURAL EST AUSSI UN LIEU DE COLÈRE ET DE RESSENTIMENT. C'EST 15 % DE LA POPULATION »

LÉO LEROY Que comptez-vous faire pour l'insertion des jeunes diplômés en recherche d'emploi ?

On a réussi à préciser la carte des 25 bassins d'emploi pertinents en Ile-de-France. Il faut aller plus loin. J'ai demandé à Pôle emploi de permettre à des start-up de créer des sites de rencontre entre l'offre et la demande d'emploi. Des expérimentations sont en cours. Vous pouvez aussi candidater à des préparations opérationnelles à l'emploi financées par la région qui vous donnent le petit plus de compétences correspondant exactement aux besoins de l'entreprise.

JACQUES DROUHIN Le Grand Paris vampirise tout. Comment la région compte-t-elle relocaliser l'emploi dans les territoires ruraux ?

On a deux fractures territoriales en Ile-de-France, la fracture avec les quartiers ghettos urbains et des quartiers ruraux. Le rural est aussi un lieu de colère et de ressentiment. Je travaille avec ces deux logiques. La ruralité représente 2 millions de personnes donc 15 % de la population, on fera 15 % d'investissements dans le rural. Cela veut dire plus de transports adaptés, de la formation, des pôles d'activité.

Saint-Ouen.
« La mairie de Paris ne veut pas de parkings relais aux portes de la capitale », regrette Valérie Péresse.



La politique, sa vie privée

SI FRANÇOIS FILLON DEVAIT ME PROPOSER D'ENTRER AU GOUVERNEMENT, JE DIRAIS NON

STÉPHANIE LOISEL Vous avez soutenu Alain Juppé à la primaire LR. François Fillon n'est donc pas le bon candidat pour la droite ?

J'ai beaucoup d'estime pour l'homme, c'est un chef d'Etat. Ce n'est pas sur la personne que j'avais des divergences, c'était sur la sensibilité des programmes. Je suis d'origine chiraquienne et un certain nombre de choses devaient être dites. Je suis une femme libre, anticommunautariste, une républicaine farouche. Je me bats aussi beaucoup sur les sujets égalité femme-homme

et la laïcité. D'ailleurs, j'ai subi dans cette primaire de la droite une forme de misogynie et de machisme. J'ai été la seule qui n'avait pas le droit de choisir son candidat ! Certaines personnalités masculines politiques de premier plan ont fait leur choix et on l'a respecté...

LÉO LEROY Dans l'hypothèse d'une victoire d'Alain Juppé, le rumeur vous présentait comme future Première ministre.

Si on vous proposait un poste au gouvernement, l'accepteriez-vous ?

Cette rumeur flatteuse est partie d'Alain Juppé qui a évoqué une femme à Matignon. Je n'ai pas l'intention de quitter ma région. Si François Fillon devait me proposer d'entrer au gouvernement, je dirais non. Mais je n'ai rien demandé et on ne m'a rien proposé. En tant que présidente de la région, j'ai lancé un nombre important de chantiers que je dois mener à bien. Je me bats auprès de tous les candidats à la présidentielle pour dire : donnez-nous plus de pouvoir. Décentralisez. Nous, les régions, nous sommes capables d'aller chercher un ou deux points de croissance supplémentaires parce que l'on est plus réactifs, on est plus près du terrain. On a des résultats concrets. Je plaide pour le statut de région métropole et pour qu'on lui donne plus de pouvoir.

AVEC LES JEUNES, ON EST DANS UNE CRISE DE DÉFIANCE TOTALE, UN VRAI DÉFI DÉMOCRATIQUE

STÉPHANIE LOISEL Comment intéresser les plus jeunes générations à la politique ?

C'est un énorme sujet. Renouvellement du personnel politique est indispensable, mais ça ne suffit pas. On a bien vu dans la primaire que dire : « On est jeunes, votez pour nous », ça ne marche pas. Les réseaux sociaux vont jouer un rôle énorme, mais je ne sais pas lequel. Le vrai sujet, c'est

PENDANT DES ANNÉES, J'AI SACRIFIÉ TOUS MES LOISIRS, TOUT CE QUE J'AIMAIS, À MA PASSION POLITIQUE

comment les jeunes lisent les informations sur Internet. Avec eux, tout ce qui est sur Internet est vrai et tout ce qui est dans les journaux, à la télé ou dans la bouche des politiques est faux et questionnable. On est dans une crise de défiance totale. C'est un vrai défi démocratique. Et je n'ai pas la solution aujourd'hui.

STÉPHANIE LOISEL

Dans ma vie de femme, je passe mon temps à courir. Comment parvenez-vous à gérer votre vie privée et votre vie publique ?

J'ai un mari exceptionnel ! Qui partage les tâches avec moi. Et la chance d'avoir une famille qui habite en Ile-de-France. Si ma mère et ma belle-mère n'étaient pas là, ce serait beaucoup plus compliqué. Sans ce réseau d'aides, je n'aurais jamais réussi. On a mis en place une organisation de vie qui fait que, pendant des années, j'ai sacrifié tous mes loisirs, tout ce que j'aimais, à ma passion politique. Etre une femme politique, c'est très acrobatique.

FRÉDÉRIC SEITZ Quelle est, selon vous, la femme qui pèse le plus en Ile-de-France, Anne Hidalgo ou vous-même ?

Ce n'est pas comme cela qu'il faut le voir. Mais plutôt comment porter ensemble des sujets qui feront que la vie sera meilleure en Ile-de-France. On a des divergences de fond, moi, j'étais pour l'ouverture des magasins le dimanche, elle était contre mais a l'air de vouloir changer d'avis. Objectivement, on veut toutes les deux baisser la pollution, résoudre les problèmes de transport. La différence, c'est que moi je suis obligée de défendre les habitants de la banlieue, et de rappeler en permanence Paris à son devoir de solidarité. Il n'y a pas de citoyens de seconde zone qui habitent du mauvais côté du périphérique. C'est pour cela que j'ai été élue, pour maintenir la cohésion d'un territoire de 12 millions d'habitants. Les Français sont tellement exaspérés par l'impuissance des politiques qu'on doit réussir à surmonter nos divergences.

J'AI DÉCIDÉ D'INTERDIRE L'ÎLE-DE-FRANCE AUX VOITURES IMMATRICULÉES 75.



Darbois